



**CHAMBRE
D'AGRICULTURE**

RÉGION ALSACE



24484 RM



*APPLICATION DE LA DIRECTIVE 91/676/CEE EN FRANCE
PREMIER PROGRAMME D'ACTION (1997/2000)*

REGION : ALSACE
Zone vulnérable d'ALSACE

**SUIVI-EVALUATION DES PRATIQUES AGRICOLES
EN MATIERE DE FERTILISATION AZOTEE**

(Campagnes 1996-1997 à 1998-1999)

Rapport réalisé à la demande du Préfet par la Chambre Régionale d'Agriculture ALSACE, avec l'appui financier de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1 - ECHANTILLON et ENQUETES.

1.1. Nature de l'échantillon.

1.1.1. Choix du taux de précision

1.1.2. Exploitations ayant une activité d'élevage

1.1.3 Variations enregistrées entre l'échantillon prévu et l'échantillon enquêté.

1.2. Modalités d'enquête.

II - INDICATEURS RELATIFS AU RAISONNEMENT DE LA FERTILISATION.

2.1. % d'agriculteurs participant à un réseau de conseil en matière de fertilisation azotée

2.1.1. Indicateur final. Commentaire et analyse.

2.1.2. dont pourcentage pilotant leur fertilisation à partir d'un diagnostic de nutrition sur les plantes.

2.2. % des agriculteurs utilisant un ou plusieurs outils de raisonnement de la fertilisation

2.2.1. Indicateur final. Commentaire et analyse

2.2.2. Pour les agriculteurs ne disposant pas des données nécessaires pour une gestion à la parcelle, % d'agriculteurs effectuant un bilan entrée-sortie d'azote à l'exploitation

2.3. En cas d'irrigation, % d'agriculteurs bénéficiant d'un appui technique relatif à la gestion de l'irrigation

2.4. % d'agriculteurs raisonnant correctement leur fertilisation

2.4.1. Définitions / Mode de calcul

2.4.2. Indicateur final. Commentaire et analyse.

2.5. % d'agriculteurs fractionnant sur les principales cultures (en précisant le nombre d'apports pour les cultures pouvant justifier plus de deux apports)

2.5.1. Définitions / Mode de calcul

2.5.2 Indicateur final. Commentaire et analyse.

24486 RIT
34028

III - INDICATEURS RELATIFS AUX MESURES OPTIONNELLES.

3.1. Gestion de l'interculture.

3.1.1. " % de sols nus en hiver "

3.1.2. Superficie de cultures intermédiaires pièges à nitrates

3.2. Assolements.

3.2.1. " % de Surface Toujours en Herbe "

3.3. Protection des bords de rivières.

IV - INDICATEURS RELATIFS A LA COLLECTE ET AU STOCKAGE DES EFFLUENTS D'ELEVAGE

V - INDICATEURS RELATIFS A LA GESTION DES EFFLUENTS D'ELEVAGE

VI. SENSIBILISATION DES AGRICULTEURS.

CONCLUSION GENERALE

ANNEXES.

INTRODUCTION.

Suite au constat de la teneur préoccupante des eaux en nitrates dans certaines régions des Etats membres et que les pratiques agricoles peuvent en être une source, l'Union Européenne a arrêté le 12 décembre 1991, la Directive C.E.E. 91/676 dite " Directive Nitrates " en vue de protéger les eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole. Cette Directive s'applique dans des zones définies comme vulnérables.

En Alsace, la zone vulnérable a été délimitée le 14 novembre 1994 par arrêté du Préfet de Lorraine, coordonnateur de Bassin Elle englobe une surface de 250.000 ha de terres agricoles et 11.000 exploitations, soit respectivement 70 % de la S.A.U. et 75 % des exploitations agricoles alsaciennes.

A l'intérieur de cette zone, un programme d'actions arrêté le 26 septembre 1997 par les Préfets des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin définit les prescriptions de fertilisation et d'épandage à respecter par les agriculteurs (cf. annexes)

Les études prévues par le programme d'actions sur les mesures de protection à envisager pour lutter contre les pollutions des eaux par fuites de nitrates ont été réalisées par les 2 chambres d'Agriculture. Elles concernaient le bassin de la Largue, de la Zorn ainsi que l'Ill Domaniale. Des discussions sont actuellement en cours entre les Chambres d'Agriculture et les collectivités territoriales pour concrétiser sur le terrain les conclusions de ces études.

L'objectif de ce premier programme n'est pas d'éliminer toute fuite de nitrates vers les eaux souterraines ou superficielles mais de les maîtriser à un niveau admissible compatible avec les usages de l'eau. Aussi, ce 1^{er} programme, applicable du 1^{er} janvier 1998 au 31 octobre 2000 vise à corriger les pratiques les plus génératrices de pollution.

Pour estimer l'efficacité du programme d'actions et préparer le programme suivant, une évaluation des progrès réalisés est nécessaire tant en ce qui concerne la qualité des eaux que l'amélioration des pratiques agricoles

Si le suivi de la qualité des eaux est conduit sous la responsabilité du Préfet, le suivi-évaluation des pratiques agricoles a été conformément à l'accord national signé le 12 mars 1997 entre l'APCA et les Ministres de l'Agriculture et de l'Environnement, confié aux Chambres d'Agriculture dans le cadre de leur mission de service public.

L'évaluation repose sur le suivi d'un certain nombre d'indicateurs définis au niveau national et qui concernent le raisonnement de la fertilisation azotée, le stockage et la gestion des effluents d'élevage.

Ces indicateurs sont rassemblés dans un tableau de bord remis au Préfet et à l'Agence de l'Eau qui finance avec les Chambres d'Agriculture cette action d'intérêt général.

La zone vulnérable délimitée dans les deux départements alsaciens, concerne la même nappe phréatique et connaît les mêmes problèmes de sensibilité aux risques de fuite de nitrates et d'ajustement de la fertilisation aux besoins des cultures. Ceci explique qu'un seul programme d'actions a été mis en place.

Ceci explique également qu'à la demande de la Chambre Régionale d'Agriculture, le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et les Préfets des deux départements ont accepté que l'échantillon d'exploitations à enquêter et le tableau de bord annuel soient établis au niveau régional et non départemental.

Un groupe technique de pilotage composé de représentants des deux Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt, de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et des Chambres d'Agriculture a été mis en place pour valider la matrice d'échantillonnage, le questionnaire d'enquête et examiner les rapports annuels de Suivi-Evaluation.

Le présent rapport, établi au niveau régional concerne les campagnes 1996-1997 et 1998-1999. Il représente l'évolution des pratiques agricoles entre ces deux dates.

CONCLUSION.

Les trois enquêtes de suivi-évaluation réalisées au cours du 1^{er} programme d'actions montrent que les agriculteurs de la zone vulnérable alsacienne sont de plus en plus nombreux à mettre en application des pratiques plus soucieuses de la protection des eaux même s'il reste encore des marges de progrès à réaliser.

Ces résultats confirment le bien fondé de la politique professionnelle de mise en place des opérations FERTIMIEUX sur l'ensemble de la zone vulnérable car elles permettent comme le montrent les évaluations réalisées, de sensibiliser les agriculteurs à la protection des eaux et à les amener à adapter leurs pratiques agricoles.

Bien sûr, des efforts restent encore à faire Ils concernent principalement la fertilisation et la gestion de l'interculture pour éliminer les risques de lessivage. Ceci explique que ces deux mesures fassent donc tout particulièrement l'objet de la sensibilisation réalisée par les deux Chambres d'Agriculture auprès des agriculteurs.